

Les effets de la crise sanitaire dans les régions européennes ont été plus hétérogènes durant la reprise qu'au cours du confinement

Plusieurs études publiées dans les *Points de conjoncture* de l'Insee entre mars et juillet ont abordé les conséquences à l'échelle régionale voire départementale de la crise sanitaire sur la consommation des ménages français et sur leurs déplacements. La comparaison de ces effets régionaux peut être étendue aux quatre autres principales économies européennes à l'aide des indicateurs de fréquentation de lieux publics issus des rapports *Google Maps Mobility*. Les effets économiques de la crise sanitaire au niveau régional sont apparus assez similaires entre la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni : les régions ont été affectées de façon relativement uniforme et avec une amplitude comparable durant la période de confinement, à la différence de l'Allemagne. Puis, la levée progressive des restrictions de l'activité, plus différenciée selon les régions que ne l'a été leur mise en place, s'est traduite par une reprise économique plutôt hétérogène à l'échelle régionale des cinq principaux pays européens. Ces résultats sont à interpréter avec prudence du fait des limites provenant de la représentativité et de la saisonnalité des données utilisées. La comparaison des indicateurs *Google* avec ceux mobilisés spécifiquement pour la France dans les *Points de conjoncture* précédents, comme les montants agrégés de transactions par carte bancaire ou les données d'activation des réseaux de téléphonie mobile d'Orange, témoigne cependant d'une concordance des résultats du moins dans le cas de la France.

Les effets économiques de la crise sanitaire sont hétérogènes entre les pays européens mais aussi entre les régions au sein d'un même pays

Les *Points de conjoncture* publiés depuis le début de la crise ont rendu compte de conséquences économiques hétérogènes de la crise sanitaire entre les cinq principaux pays européens. En effet, la chute de l'activité, mesurée par les comptes nationaux des premier et deuxième trimestres, a été plus marquée en France, en Italie et en Espagne qu'en Allemagne au creux de la crise. Ces différences étaient déjà suggérées, avant la publication des comptes, par divers indicateurs à haute fréquence tels que la consommation d'électricité ou la concentration de l'air en dioxyde d'azote, mesurées au jour le jour. Ainsi, au deuxième trimestre 2020, l'activité allemande a baissé de 9,7 % (après -2,0 % au premier) contre une chute de 12,8 % en Italie (après -5,5 %), de 13,8 % en France (après -5,9 %), et de 18,5 % en Espagne (après 5,2 %). Confiné plus tard, le Royaume-Uni a subi une baisse d'activité semblable à l'Allemagne au premier trimestre, à -2,2 %, mais le déconfinement plus tardif a induit une plus forte chute au deuxième trimestre à -20,4 %. Ainsi, ces fortes baisses d'activité à l'échelle des pays ont été fortement corrélées, tant au calendrier de confinement et de déconfinement, qu'au degré de restriction des mesures adoptées par les différents pays¹.

Par ailleurs, les modalités de restriction de l'activité et de reprise marquent une dichotomie entre d'un côté les régions allemandes et de l'autre les régions françaises, italiennes, espagnoles et britanniques. Tandis qu'en Allemagne la mise en place des mesures a été la prérogative des Länder, en France, en Italie et en Espagne, elles ont été appliquées via des décrets gouvernementaux concernant l'ensemble du territoire national sans

distinction par régions. Au Royaume-Uni, les politiques sanitaires relèvent des quatre nations mais ont été très similaires en pratique pendant le confinement. À l'inverse, la reprise progressive de l'activité économique a été bien moins uniforme à la fois entre pays – l'Allemagne ayant initié la reprise plus tôt que les trois autres pays de la zone euro, et le Royaume-Uni plus tard que les quatre pays européens – mais aussi entre régions d'un même pays, avec par exemple un processus par phases en Espagne ou par zones de couleur en France, avec un calendrier légèrement différencié selon les zones. Par conséquent, la disparité des effets de la crise sanitaire au niveau régional peut expliquer en partie l'hétérogénéité des chutes d'activité observée à l'échelle des pays européens. Par exemple, bien que certaines régions allemandes aient pu connaître un choc d'amplitude similaire aux régions françaises, d'autres y auraient échappé dans une certaine mesure. A contrario, les régions françaises auraient plutôt connu un choc uniforme.

Plusieurs éclairages des *Points de conjoncture* ont adopté cette perspective régionale pour la France à l'aide de données haute fréquence telles que le nombre et les montants agrégés des transactions par carte bancaire, et celles de déplacements quotidiens retracés par les indicateurs d'activation des réseaux de téléphonie mobile (Orange). Ces études ont révélé l'existence de disparités au niveau départemental en matière de montant global des transactions par carte bancaire - les départements les moins peuplés sont ceux où le volume de transactions semble résister le plus. À l'inverse, les zones géographiques les plus peuplées, urbaines et qui concentrent des immeubles de bureaux, ont connu une baisse plus forte des déplacements matinaux que les zones moins peuplées et à caractère plus résidentiel². Toutefois, l'accès à des données comparables aussi détaillées

1. Cf. fiche « Développements internationaux », *Point de conjoncture*, 27 mai 2020.

2. « Fin mai, les trajets matinaux n'atteignent que 60 % de leur volume habituel », *Point de conjoncture*, 17 juin 2020.

serait complexe pour les autres pays européens au niveau régional.

Néanmoins, dans les précédents *Points de conjoncture*, les indicateurs de fréquentation des lieux publics de *Google Maps Mobility* ont aidé à évaluer, d'abord, le degré de restriction de l'activité des personnes en termes de mobilité, puis la diversité des modalités de reprise en Europe. Leur disponibilité au niveau régional pour les cinq principaux pays européens en fait des indicateurs privilégiés pour apprécier, cette fois à l'échelle infranationale, la chronologie des événements du début du confinement jusqu'à aujourd'hui. Bien que ne témoignant que de la mobilité géographique des personnes et présentant certains biais (*encadré 1*), les indicateurs *Google Maps Mobility* peuvent s'avérer utiles pour étudier la consommation des ménages à travers la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire ou encore pour étudier les comportements de télétravail avec la fréquentation des lieux de travail.

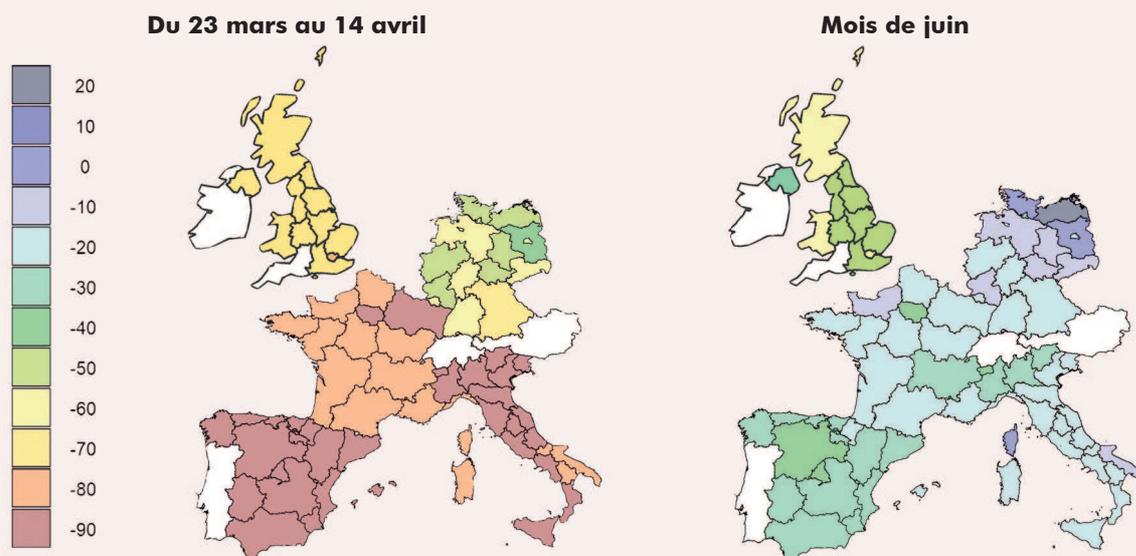
Au sein de chaque pays, la chute de fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs durant le confinement en Europe a été relativement homogène entre les régions, sauf en Allemagne

Hormis en Allemagne, la diminution de fréquentation des lieux publics a été assez homogène dans les régions des principaux pays européens durant le confinement. À partir du 1^{er} juin, en revanche, la reprise de la mobilité des personnes et de l'activité s'est effectuée de manière un peu plus dispersée entre les régions.

En France, en Italie et en Espagne, les restrictions d'ouverture des commerces, des activités de loisir et de la mobilité des personnes ont été décidées au niveau national. En France, selon les données *Google Maps Mobility*, la baisse moyenne de la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir entre le 23 mars et le 14 avril, par rapport à la période de pré-confinement, était comprise entre -85 % et -83 % pour l'ensemble des régions (*encadré 2*), hormis la région Île-de-France, relativement plus affectée que les autres (-87 %). En Espagne également, la fréquentation des commerces a diminué assez uniformément sur l'ensemble du territoire avec une baisse un peu plus prononcée, comprise entre 88 % et 91 % par rapport à la période de référence (*carte 1*). Comme en France, la perte de fréquentation la plus forte concerne la région de la capitale, avec une baisse de 91 % au sein de la communauté de Madrid. La chute de fréquentation des commerces a aussi été assez homogène entre les régions italiennes. Près de trois quarts d'entre elles ont connu une baisse de fréquentation comprise entre 86 % et 90 %. Les régions les plus touchées sont celles du nord de l'Italie comme la Vallée d'Aoste, la Lombardie et le Trentin-Haut-Adige, qui font partie des premières régions affectées par la pandémie. Au Royaume-Uni, bien que les décisions en matière de santé relèvent des quatre nations, les réglementations sanitaires étaient en pratique très similaires pendant le confinement. Ainsi, la fréquentation des commerces et activités de loisir a diminué de plus de 70 % par rapport à la normale au cours de la période. Cette baisse s'observe dans

Carte 1 - La fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs a été plus affectée dans les régions du Sud de l'Europe

écart de fréquentation en % par rapport à celle des mois de janvier et février 2020



Note : L'indicateur de *Google Maps Mobility* correspond à la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir (restaurants, cafés, centres commerciaux, parcs à thème, musées, bibliothèques et cinémas). Les données ne sont pas disponibles pour le Sud-Ouest anglais, où l'indice ne couvre pas toutes les zones infra-régionales, représentant moins de 95 % de la population de la région. Chaque couleur de la légende représente une plage de 10 points de pourcentage (par exemple, -20 représente une baisse de la fréquentation des commerces et lieux de loisir comprise entre -15 % et -25 % par rapport à la période de référence).

Lecture : en Île-de-France, la fréquentation des commerces de détail et des lieux de loisir a ainsi diminué de 87 % entre le 22 mars et le 15 avril, par rapport aux mois de janvier et février.

Source : *Google*, calculs *Insee*

Encadré 1 : l'intérêt des indicateurs de fréquentation Google Maps Mobility malgré certains biais

Face à la brutalité de la crise économique provoquée par les mesures de restriction de l'activité, des sources d'informations à haute fréquence ont été mobilisées pour mesurer l'activité économique. Parmi elles, les données issues des rapports *Google Maps Mobility* relatives à la fréquentation de certains types de lieux (commerces de détail hors alimentaire et lieux de loisirs, lieux de travail, transports publics) sont disponibles au niveau géographique NUTS-1 et NUTS-2¹, comparables pour les pays européens. Les séries temporelles quotidiennes sont disponibles du 13 février à aujourd'hui, couvrant ainsi la période de pré-confinement puis de reprise de l'activité. Par ailleurs, elles permettent d'appréhender les diverses conséquences des mesures de restriction puis de leur levée, en estimant les évolutions de fréquentation des commerces non alimentaires et des lieux de loisir, mais aussi celles des lieux de travail ou des transports publics².

Toutefois, les données *Google Maps Mobility* ne sont ni exhaustives dans leur domaine, ni représentatives de la population nationale ou régionale. En effet, ces données sont collectées sur la base de l'activation d'un paramètre du compte Google de l'utilisateur, paramètre nommé « historique des positions » désactivé par défaut. L'activation s'opère lorsque l'utilisateur met à jour sa position géographique. La documentation disponible³ rappelle de plus que sur une zone donnée, lorsque le seuil de qualité et de confidentialité des données n'est pas atteint, les informations recueillies sur cette zone ne sont pas publiées. Enfin, les données sont agrégées à un bruit statistique destiné à en préserver l'anonymat. L'indicateur de fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir inclut, selon la note méthodologique de Google, les lieux tels que les restaurants, les cafés, les centres commerciaux, les parcs à thème, les musées, les bibliothèques et les cinémas.

Cependant, les autres données disponibles pour la France utilisées comme point de comparaison sur la consommation ou les déplacements sont également sujettes à une restriction du champ couvert et à des problèmes de représentativité : par exemple, les données régionales des transactions par cartes bancaires⁴ n'incluent pas les achats en ligne, les achats effectués par d'autres moyens de paiement (espèces, chèque, etc) et les données de téléphonie mobile⁵ ne reposent que sur les déplacements de la population utilisant les services de l'opérateur malgré les redressements statistiques effectués *a posteriori*.

Enfin, les données brutes du nombre d'individus fréquentant les lieux considérés selon *Google Maps* ne sont pas disponibles. Seuls des indicateurs d'écart de la fréquentation par rapport à une période de référence sont diffusés. Par exemple, l'indicateur de fréquentation des transports publics le mardi 30 juin 2020 correspond à l'écart de la fréquentation ce jour par rapport à la fréquentation moyenne des transports publics les mardis des cinq semaines allant du 3 janvier au 6 février 2020. L'absence des variations de ces fréquentations les années précédentes, notamment en 2019, ne permet donc pas de corriger les indicateurs de leur saisonnalité. Pour ces deux raisons de représentativité et de saisonnalité, les résultats obtenus avec les données *Google Maps Mobility*, doivent être interprétés avec précaution. ■

1. La nomenclature des unités territoriales statistiques (ou NUTS) est une nomenclature à trois niveaux d'agrégation servant de référence pour une analyse sociale, économique et démographique des territoires ainsi que pour la définition des politiques régionales de l'Union européenne. Le premier niveau d'agrégation, appelé NUTS-1 correspond aux régions dans le cas de la France, aux Länder dans le cas de l'Allemagne, aux groupes de régions en Italie (comme l'Italie Nord-Occidentale, l'Italie Nord-Est etc) et aux groupes de communautés autonomes en Espagne. Le niveau NUTS-2 correspond à un niveau plus désagrégé, comme les départements en France, les régions en Italie et les communautés autonomes en Espagne. Comme mentionné plus haut, les données *Google Maps Mobility* sont disponibles au niveau NUTS-1 ou NUTS-2 selon les pays. Dans le cas des quatre principaux pays de la zone euro, les données sont disponibles au niveau NUTS-1 pour la France et l'Allemagne, et au niveau NUTS-2 pour l'Italie et l'Espagne. Ce découpage diffère selon les pays peut s'expliquer notamment par l'importance relative des instances administratives à ces échelles géographiques. Par exemple, le Länder en Allemagne et la communauté autonome en Espagne sont, du point de vue politique et administratif, les échelles géographiques les plus pertinentes (contrairement au niveau du canton ou du groupe de communautés).

2. « Les données haute fréquence sont surtout utiles à la prévision économique en période de crise brutale », *Point de conjoncture*, 17 juin 2020.

3. La documentation sur la construction des indicateurs *Google Maps Mobility* est disponible via le lien suivant : https://www.google.com/covid19/mobility/data_documentation.html?hl=en

4. Ces données résultent de l'agrégation par jour des données individuelles anonymisées au niveau départemental, et offrent à la fois le montant total des transactions et le nombre de transactions effectuées par jour.

5. Les données de téléphonie mobile Flux Vision d'Orange mesurent la distance parcourue par les utilisateurs de mobile Orange lorsqu'ils transitent d'une unité spatiale (EPCI) à une autre. Seuls les trajets matinaux s'apparentant aux trajets domicile-travail ont été gardés. Les données ont été ensuite redressées afin d'être représentatives de la population résidente. Les deux sources n'ont pu être comparées que sur la période de creux de l'activité du 22 mars au 14 avril car les données Flux Vision ne sont disponibles que jusqu'au 31 mai 2020. Les données brutes, disponibles à un niveau très fin d'unité spatiale regroupant plusieurs communes, appelée EPCI (établissement public de coopération intercommunale), ont été agrégées au niveau régional par lieu d'origine des utilisateurs. Les résultats au niveau régional changent très peu lorsque ces données sont agrégées par lieu de destination.

Encadré 2 : La baisse de fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs selon Google semble corrélée à celle du nombre de transactions par cartes bancaires

Les constats établis à partir des indicateurs de mobilité de Google pour la France s'avèrent relativement concordants avec ceux issus des transactions par cartes bancaires. En effet, il existe une corrélation positive relativement forte entre, d'un côté, la perte de fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux de loisir mesurée par *Google Maps Mobility*, et de l'autre, la baisse du nombre de transactions par cartes bancaires par rapport à début 2020 (*graphique 1*). Ces deux sources de données témoignent d'une baisse de l'activité liée à la consommation d'amplitude similaire pour l'ensemble des régions françaises entre fin mars et mi-avril, sauf pour la région Île-de-France qui a été davantage touchée en nombre de fréquentations des commerces et de nombre de transactions. Au mois de juin, les deux indicateurs retracent le rebond de l'activité. La reprise de la fréquentation des commerces et des transactions a été plus hétérogène en fonction des régions, et celles dont la fréquentation demeure la plus affectée sont aussi les plus touchées en termes de transactions. C'est le cas notamment des régions Île-de-France, Grand-Est et Auvergne-Rhône-Alpes. Ces résultats sont à interpréter avec précaution, car les deux sources de données ne sont pas corrigées de la saisonnalité, notamment de la saisonnalité touristique. En effet, les régions métropolitaines sont affectées de façon différenciée par le tourisme estival contribuant ainsi à une plus grande dispersion des indicateurs au mois de juin¹. De plus, il existe un différentiel de champ entre les deux indicateurs. Les transactions par cartes bancaires ne sont pas nécessairement liées à une fréquentation de commerces hors alimentaire et de lieux récréatifs puisque les données ne permettent pas de distinguer les types de produits. ■

1. Par ailleurs, le décalage au mois de juin entre d'un côté l'écart de fréquentation des lieux et de l'autre l'écart du nombre de transactions, les deux pouvant être simultanément l'un négatif l'autre positif, trouve plusieurs explications, notamment lié à une différence de champs : la fréquentation des lieux selon Google inclut celle des lieux récréatifs caractérisée en partie par un faible retour en centres de loisirs, mais aussi à un biais de représentativité évoqué en *encadré 1*.

1 - Une corrélation positive entre les données de Google Maps Mobility et les montants agrégés de transactions par cartes bancaires



Note : Un indicateur de fréquentation des commerces et des lieux de loisir a donc été calculé sur les données Cartes Bancaires CB, en considérant le nombre total de transactions par carte bancaire et le rapportant à la même période de référence que celle utilisée par Google, évoquée précédemment. Chaque point établit pour chacune des treize régions de France métropolitaine, une correspondance entre la perte moyenne de fréquentation mesurée à partir des données de Google et celle mesurée à l'aide des données Cartes Bancaires CB.

Lecture : La baisse moyenne de fréquentation des commerces de détail en Île-de-France entre le 22 mars et le 14 avril était de -87 % selon les données de Google, contre -66 % selon les données Cartes Bancaires CB. Cette perte de fréquentation au mois de juin s'établit à -36 % selon les données de Google contre -17 % avec les données CB.

Source : Cartes Bancaires CB, Google Maps Mobility, Insee

l'ensemble du pays, sauf à Londres où, comme en France et en Espagne, la mobilité dans la région de la capitale a été plus affectée (-80 %).

Enfin, en Allemagne, où le domaine de la santé relève de la compétence des régions, les comportements de mobilité ont été beaucoup plus hétérogènes qu'ailleurs en Europe. En particulier, la fréquentation des magasins et des lieux de loisir a davantage baissé dans les Länder du Sud que dans ceux du Nord. Les Länder du Sud, où la proportion de malades de la Covid-19 était la plus importante, ont en effet adopté des mesures de confinement plus strictes, plus précoces et plus longues. Tandis que, dans les Länder du Nord, la baisse de fréquentation des commerces était comprise entre -43 % et -49 %, celle des Länder du Sud a atteint entre -56 % et -66 %. Plus particulièrement, en Bavière, où la fermeture des restaurants et des commerces non essentiels a été décrétée dès le 16 mars, la fréquentation des magasins au cours du confinement a chuté en moyenne de 66 % entre le 23 mars et le 14 avril par rapport au début d'année. Durant la même période, dans le Land du Brandebourg qui entoure celui de Berlin, la fréquentation des commerces de détail et des lieux de loisir ne s'est affaïssée « que » de 43 %, le Land n'ayant décidé que le 22 mars la fermeture des restaurants et des magasins, à l'exception en outre des magasins de bricolage et jardinage contrairement à d'autres Länder où ces magasins étaient fermés. Dans la ville-État de Berlin en revanche, et à l'image des autres capitales européennes, la fréquentation des commerces et lieux de loisir a baissé de 63 %.

Dans les cinq principaux pays européens, la levée des restrictions s'est effectuée de manière progressive voire différenciée selon les régions. En France, cette levée des restrictions s'est organisée autour du passage des départements de la zone rouge à la zone verte en passant par l'orange. Ainsi, la région Île-de-France a été l'une des dernières régions à passer en zone verte, si bien que la baisse de la fréquentation des commerces était en juin toujours la plus marquée à -36 % selon *Google Mobility*, à l'inverse de la Normandie, déconfinée plus tôt et ayant ainsi connu une baisse limitée à 13 % en moyenne ce mois-là. En Espagne, la sortie du confinement s'est opérée au niveau régional selon des critères sanitaires permettant d'accéder aux trois phases successives de levée des restrictions. La fréquentation des commerces et loisirs est restée affectée au mois de juin, de plus de 30 % par rapport à la normale, dans la communauté de Madrid, en Castille-et-Léon et en Catalogne, qui font partie des régions déconfinées le plus tardivement, contre 20 % dans les îles Baléares, qui sont passées plus rapidement en dernière phase de déconfinement.

En Italie, des décrets régionaux ont permis une levée des restrictions différenciée par région. Ainsi, en juin, les régions du Nord de l'Italie ont enregistré une fréquentation des commerces et activités de loisir inférieure au reste de l'Italie.

La fréquentation des commerces et lieux de loisir s'est fortement relevée dans les régions italiennes et espagnoles à partir du 1^{er} juin, reflétant une reprise partielle de la consommation. En Allemagne, tout comme la mise en place des restrictions était hétérogène selon les Länder, la levée de ces restrictions a aussi été différenciée, les Länder du Sud ayant assoupli les restrictions relativement plus tard qu'au Nord. Ainsi au mois de juin, la fréquentation des commerces a rebondi dans les régions du Nord-Est, dépassant son niveau du début d'année, tandis qu'elle restait inférieure de l'ordre de 20 % dans les régions du Sud. À l'inverse au Royaume-Uni, la reprise partielle de l'activité au mois de juin s'est opérée de façon relativement homogène selon les régions, en lien sans doute avec une surmortalité plus diffuse qu'en Espagne ou en Italie. En moyenne, la fréquentation des commerces et lieux de loisir n'était réduite en effet que de moitié dans les régions britanniques, illustrant une reprise partielle par rapport à la période de confinement. La mobilité associée à la consommation est cependant plus affectée à Londres, où elle restait en juin deux tiers en dessous de son niveau d'avant-crise.

La comparaison des résultats entre régions européennes, concernant notamment les régions allemandes, reste à regarder avec prudence, car il peut exister des effets de saisonnalité biaisant en partie les résultats pour certaines régions. Par exemple, en Corse, l'écart minime pour la fréquentation des commerces en juin provient essentiellement d'une activité structurellement basse en début d'année, choisie ici comme la situation de référence.

La fréquentation des lieux de travail plus faible dans les régions à plus forte activité

À la différence de la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux de loisir, la baisse de la fréquentation des lieux de travail pendant le confinement a été légèrement plus hétérogène entre les régions, notamment françaises et espagnoles (*carte 2*). En France, selon les indicateurs *Google*, six régions sur treize ont connu une baisse de la fréquentation des lieux de travail d'un peu plus de 60 % entre fin mars et mi-avril, contre une baisse de près de 70 % dans les six autres, hors Île-de-France. Plus particulièrement, la région Île-de-France a été la plus négativement affectée avec une baisse de la fréquentation de ces lieux et des trajets domicile-travail de 75 % et de 84 % respectivement (*encadré 3*). Viennent ensuite les régions Grand-Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Haut-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire où la baisse de la fréquentation des lieux de travail selon *Google* a été de l'ordre de 66 % à 68 %. En Espagne, la baisse est un petit peu plus homogène, avec deux communautés autonomes sur dix-huit concernées par une baisse proche de 60 %. Les autres communautés, hors Madrid, ont connu une baisse autour de 70 %. Dans les deux pays, la région de la capitale a été la plus affectée, avec une baisse de la fréquentation des lieux de travail de plus de 75 %. Quant aux cas italien et britannique, ils s'avèrent très proches de la

Encadré 3 : La baisse de la fréquentation des lieux de travail en France selon Google est très corrélée à celle des distances matinales parcourues selon les données d'activation des réseaux de téléphonie mobile

Un constat similaire à celui détaillé dans l'encadré 2 peut être dressé en comparant la fréquentation des lieux de travail selon Google et les trajets domicile-travail tels que mesurés par les données d'activation des réseaux de téléphonie mobile, ici celles fournies par Orange. Ces deux ensembles de données font ainsi apparaître des classements relativement proches des régions françaises (*graphique 2*). Ainsi, la région Île-de-France apparaît la plus affectée, suivie des régions du Grand-Est, Auvergne-Rhône-Alpes, Haut-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Pays de la Loire. ■

2 - Une corrélation positive forte existe entre la perte de fréquentation des lieux de travail et la baisse des trajets domicile-travail au plus fort du confinement



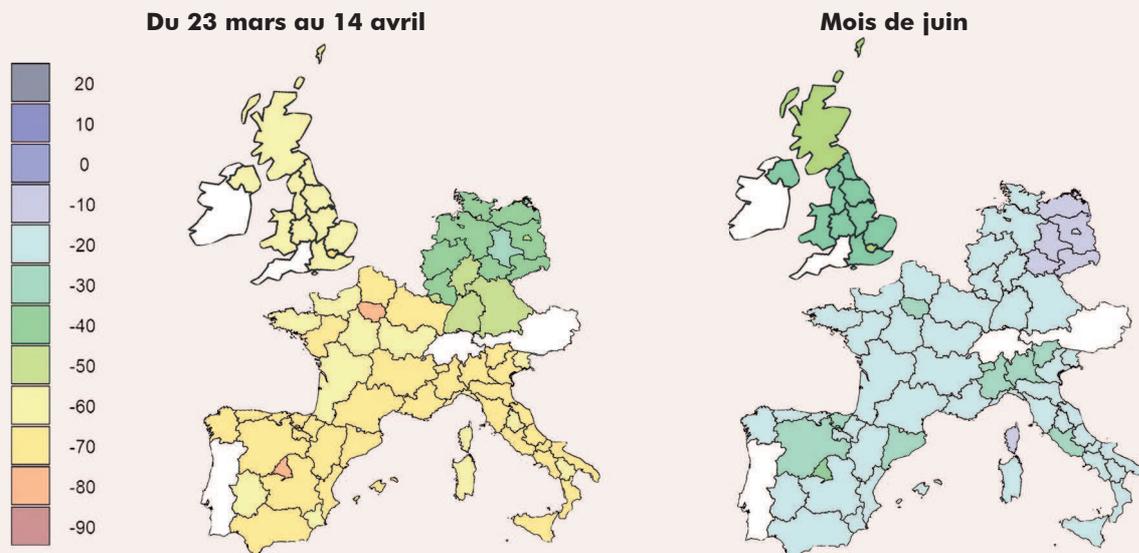
Note : L'indicateur de baisse des distances matinales parcourues par les utilisateurs de téléphonie mobile Orange a été calculé selon la même méthodologie que celle appliquée par Google sur les données de fréquentation des lieux publics. Autrement dit, les valeurs de l'axe des ordonnées correspondent à la baisse moyenne des distances matinales parcourues durant la période la plus dure du confinement, baisse par rapport aux distances parcourues durant la période de référence du 3 janvier au 6 février. Tout comme la figure 1, chaque point représente la correspondance entre la baisse de fréquentation des bureaux selon Google et la baisse des distances matinales parcourues pour chaque région.

Lecture : La baisse moyenne de fréquentation des bureaux en Île-de-France entre le 22 mars et le 14 avril était de -75 % selon les données de Google tandis que la baisse moyenne des distances matinales parcourues s'élevait à -84 %.

Source : Orange, Google Maps Mobility, Calculs Insee

Carte 2 - La baisse de fréquentation des lieux de travail est plus hétérogène entre régions après le 1^{er} juin

écart de fréquentation des lieux de travail en % par rapport à celle des mois de janvier et février 2020



Note : L'indicateur de Google Maps Mobility correspond à la fréquentation des lieux de travail. Les données ne sont pas disponibles pour le Sud-Ouest anglais, où l'indice ne couvre pas toutes les zones infra-régionales, représentant moins de 95% de la population de la région.

Lecture : en Île-de-France, elle a diminué de 75 % entre le 22 mars et le 15 avril, par rapport aux mois de janvier et février.

Source : Google, calculs Insee

situation en Espagne. Au Royaume-Uni notamment, pendant la période de mars-avril, la fréquentation des lieux de travail était inférieure d'environ 60 % à son niveau habituel, hormis à Londres où le travail en présentiel était davantage encore en repli (-72 %). En Allemagne, la fréquentation des lieux de travail a été plus hétérogène que dans les autres pays avec, là aussi, une disparité entre le Nord et le Sud. Dans les villes-États de Berlin, Hambourg et Brème, ainsi que dans les Länder du Sud comme la Bavière et le Bade-Wurtemberg, la fréquentation des lieux de travail a chuté de près de moitié durant le confinement. Ce recul a été moins marqué dans les régions plus au Nord (autour de -35 % de recul en Saxe-Anhalt et dans le Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale). Cette baisse de la fréquentation des lieux de travail en Europe peut s'expliquer en grande partie par le recours au télétravail, mais pas uniquement. En effet, le recours au chômage partiel dans certaines activités est aussi un facteur explicatif du moindre déplacement des personnes vers leur lieu de travail.

Au moins de juin, la reprise de la fréquentation des lieux de travail a globalement atténué les disparités observées au niveau régional dans les différents pays. En Allemagne, elle a augmenté sur l'ensemble du territoire allemand, gagnant 23 points dans les régions du Sud et revenant presque au niveau de janvier dans les Länder du Nord, suggérant une reprise de l'activité. En France, la baisse de cette fréquentation est redevenue uniforme sur l'ensemble du territoire hors Île-de-France, comprise entre 15 % et 20 %. Il se serait donc opéré un rattrapage des régions ayant connu la plus forte perte. Une fois de plus, la région Île-de-France, tout comme la communauté de Madrid et la région de Rome, ont été caractérisées en juin par une fréquentation des lieux de travail plus en retrait que dans les autres régions. Par ailleurs, dans certaines régions de l'Italie (nord et Latium) et de l'Espagne (la communauté de Madrid, la Catalogne, le Pays-Basque), qui représentent les régions les plus densément peuplées, la fréquentation des lieux de travail au mois de juin était relativement basse par rapport à leurs régions voisines. Au Royaume-Uni, la reprise de la mobilité liée au travail s'observe dans des proportions similaires d'une région à l'autre, à l'exception de la capitale et de l'Écosse. De fait, l'Écosse a maintenu davantage de restrictions que l'Angleterre en juin, d'où une reprise plus progressive que dans le reste du pays en ce qui concerne, notamment, le travail en présentiel.

En France, en Espagne et en Italie, la mobilité associée au travail a diminué plus qu'ailleurs en Europe aux mois de mars et avril. Après le confinement, c'est en revanche au Royaume-Uni que la reprise du travail en présentiel apparaît la plus timide : le déconfinement y a eu lieu plus tardivement et plus progressivement que dans les autres pays européens. L'Allemagne reste le pays où la fréquentation des lieux de travail a été la plus

proche de son niveau habituel, pendant et après la période de confinement.

Les transports publics plus fréquentés au Nord qu'au Sud de l'Europe pendant et après le confinement

L'utilisation des transports publics a fortement chuté en France, en Italie et en Espagne pendant la période de confinement (*carte 3*). En France, la baisse de fréquentation des transports publics mesurée par *Google Maps Mobility* a été très homogène sur le territoire, proche de 80 % dans l'ensemble des régions, en lien avec les mesures de restriction de déplacement appliquées à l'ensemble du territoire. En Italie et en Espagne, cette baisse a été comprise entre 73 % et 87 % selon les régions. Les transports publics ont été particulièrement moins fréquentés en Lombardie (-85 %) et dans la communauté de Madrid (-87 %). Au Royaume-Uni, le confinement a surtout affecté l'utilisation des transports dans les régions densément peuplées, à savoir le Yorkshire, l'Ouest et le Sud anglais. Dans ces régions, l'utilisation des transports publics était en moyenne 70 % en dessous de son niveau d'avant-crise, contre 60 % en Écosse, au Pays de Galles et dans l'Est anglais. Londres était la zone la plus touchée avec une baisse de 78 % de la mobilité associée aux transports. Enfin, l'Allemagne se distingue à nouveau par son hétérogénéité régionale et en particulier la dichotomie Nord-Sud : tandis que la Hesse, la Sarre et la Bavière avaient environ 64 % moins recours aux transports publics durant le confinement, les régions de Thuringe et de Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale n'ont diminué leur utilisation que de respectivement 42 % et 47 %. En moyenne, l'Allemagne a tout de même davantage utilisé les transports que ses voisins européens.

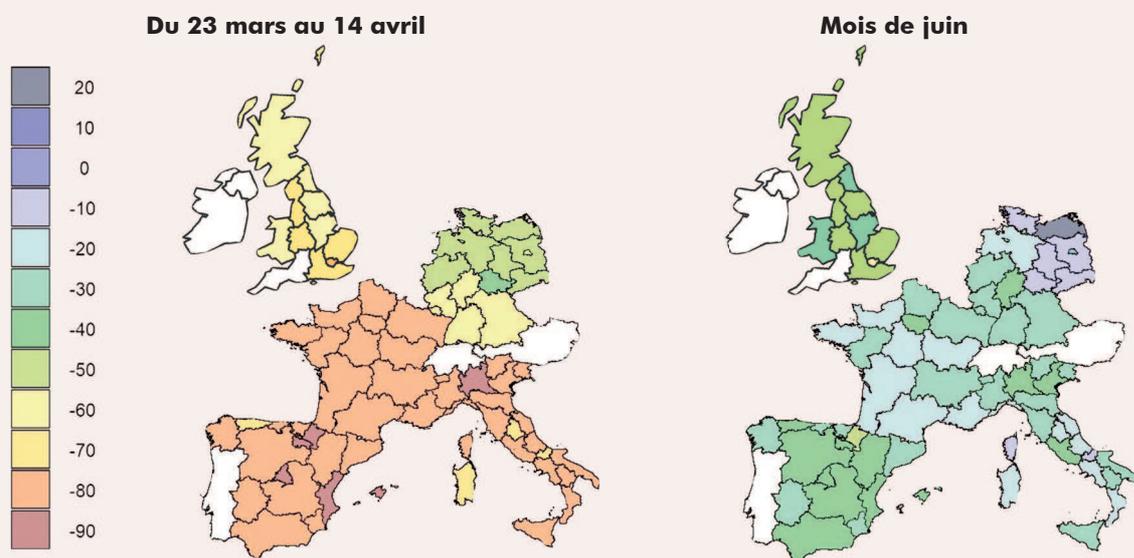
À la sortie du confinement, la fréquentation des transports publics est restée plus faible qu'en début d'année, de 20 % à 40 % en Espagne et en France, et de 9 % à 43 % en Italie, selon les régions. Toutefois l'écart par rapport à la période de confinement d'au moins 40 points de pourcentage, reflète la reprise progressive de la fréquentation des transports publics. Par ailleurs, si l'Allemagne s'est rapprochée davantage du comportement des autres pays d'Europe en matière de transport au mois de juin, les régions du Nord se sont avérées de nouveau plus mobiles. Alors que, dans les Länder du Sud, les transports ont été 30 % moins utilisés qu'en début d'année 2020, les habitants de Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale y ont recours 17 % plus qu'avant le confinement. Enfin, au Royaume-Uni, la baisse de la fréquentation des transports publics était encore de -62 % à Londres, tandis qu'ailleurs dans le pays, la reprise se fait de façon relativement homogène.

En Allemagne, le confinement a moins affecté l'utilisation des transports qu'ailleurs. En France, en Espagne et en Italie, la mobilité associée aux

transports s'est réduite plus fortement mais sa reprise y apparaît plus nette qu'au Royaume-Uni. ■

Carte 3 - L'utilisation des transports publics est plus importante au Nord qu'au Sud

écart de fréquentation en % par rapport à celle des mois de janvier et février 2020



Note : L'indicateur de Google Maps Mobility correspond à la fréquentation des transports publics. Les données ne sont pas disponibles pour le Sud-Ouest anglais et l'Irlande, où l'indice ne couvre pas toutes les zones infra-régionales, représentant moins de 95 % de la population des régions concernées.

Lecture : en France, la fréquentation des transports publics a diminué d'environ 80 % sur l'ensemble du territoire entre le 22 mars et le 15 avril, par rapport aux mois de janvier et février.

Source : Google, calculs Insee

Bibliographie

Point de conjoncture, (7 mai 2020) « Disparités territoriales de consommation : que disent les données de transaction par carte bancaire ? », Insee

Point de conjoncture, (17 juin 2020) « Fin mai, les trajets matinaux n'atteignaient que 60 % de leur volume habituel », Insee

Point de conjoncture, (17 juin 2020) « Les données haute fréquence sont surtout utiles à la prévision économique en période de crise brutale », Insee ■